

BRÉSIL

Où sont passés les droits humains ?

Index AI : AMR 19/025/02

Embargo : 20 septembre 2002 (17h TU)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Sao Paulo. La faible importance accordée aux droits humains dans le climat politique actuel du Brésil est de nouveau illustrée par leur absence dans le débat électoral, a déclaré aujourd'hui Amnesty International.

L'organisation de défense des droits humains rend aujourd'hui publique une lettre ouverte qu'elle a présentée aux candidats qui s'affrontent pour la présidence. Parmi ces derniers, trois seulement ont accepté de débattre des préoccupations et des propositions de l'organisation.

« Il est inquiétant de voir que la nécessité de placer les droits humains de tous au cœur de l'action politique ne suscite guère d'intérêt, alors qu'une telle démarche serait particulièrement importante au Brésil, où les droits fondamentaux de catégories entières de la société font couramment l'objet de violations, a insisté Amnesty International.

« Il est encore plus troublant de constater que, aux yeux d'une bonne partie de l'opinion publique, la défense des droits humains équivaut purement et simplement à la défense des criminels, et qu'elle constitue du même coup, pour ces personnes, un obstacle au maintien de la sécurité par le recours à des mesures fermes contre la criminalité. Ce point de vue repose sur une dangereuse déformation de la réalité, car personne ne peut bénéficier d'une véritable sécurité si la sécurité de tous n'est pas garantie », a souligné l'organisation.

Dans sa lettre, Amnesty International a résumé ses sujets de préoccupation, qui sont les suivants : la pratique de la torture, qui est toujours généralisée et solidement établie dans le système judiciaire brésilien, malgré l'existence d'une loi fédérale qui en fait une infraction pénale ; le nombre inquiétant d'homicides illégaux commis par la police et par des escadrons de la mort souvent liés aux forces de police ; enfin, les conditions carcérales, qui sont effroyables dans l'ensemble du pays.

« Il faudra que l'ampleur des problèmes de droits humains qui accablent le pays soit réellement reconnue ; il faudra que ceux qui

détiennent le pouvoir comprennent que, lorsque l'opinion publique réclame plus de sécurité, la réponse consiste, non pas à abuser des mesures de répression et à durcir le maintien de l'ordre, mais à mener une politique fondée sur le respect des droits humains ; tant que cela ne sera pas fait, le cercle vicieux de violence, de peur et d'atteintes aux droits humains dans lequel la société brésilienne est enfermée ne sera jamais rompu », a affirmé l'organisation.

Pour améliorer la situation, Amnesty International formule une série de recommandations qui comportent la mise sur pied d'une commission d'enquête indépendante et efficace sur les homicides commis par la police ; la création d'un bureau fédéral de médiation en matière de droits humains, indépendant, bénéficiant d'un véritable financement et chargé d'enquêter sur les violations des droits humains ; enfin, la création d'un système équitable et indépendant permettant de transférer les infractions en matière de droits humains aux tribunaux fédéraux.

L'organisation recommande également que tous les cas de torture fassent l'objet d'une enquête et que les présumés responsables soient traduits en justice en application de la loi existante relative à la torture.

« Nous vérifierons auprès des candidats le suivi de ces recommandations et nous chercherons à faire en sorte qu'ils s'engagent fermement à ne pas se dérober à la responsabilité qui leur incombe de protéger et de défendre les droits humains, a déclaré Amnesty International.

« Nous demanderons également avec fermeté aux candidats et au gouvernement qui va entrer en fonctions d'exprimer publiquement leur soutien à des défenseurs des droits humains et d'élaborer des mesures concrètes afin que ces derniers puissent mener à bien leurs inappréciables activités sans craindre les représailles », a conclu l'organisation. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>